

Hawe Bouba

La population camerounaise dépasse à peine 24 millions d'habitants. Il est difficile de trouver des statistiques fiables, mais un certain nombre de communautés représentant environ 14% de la population s'identifient comme autochtones. Ces peuples autochtones comprennent les chasseurs / cueilleurs (Pygmées), les pasteurs Mbororo et les Kirdi.

La Constitution de la République du Cameroun utilise les termes autochtones et minorités dans son Préambule; Cependant, il n'est pas clair à qui cela se réfère. Néanmoins, avec l'évolution récente du droit international, la société civile et le gouvernement utilisent de plus en plus le terme autochtone pour désigner les groupes susmentionnés.

Ensemble, les Pygmées représentent environ 0,4% de la population totale du Cameroun. Ils peuvent être divisés en trois sous-groupes, à savoir les Bagyeli ou les Bakola, dont le nombre est estimé à environ 4 000 personnes, les Baka - estimés à environ 40 000 - et les Bedzan, estimés à environ 300 personnes. Les Baka se trouvent principalement dans les régions de l'est et du sud du Cameroun. Les Bakola et les Bagyeli vivent dans le sud du Cameroun sur une superficie d'environ 12 000 km², en particulier dans les districts d'Akom II, Bipindi, Kribi et Lolodorf. Enfin, les Bedzang vivent dans la région centrale, au nord-ouest de Mbam, dans la région de Ngambè Tikar.

Le nombre de Mbororo vivant au Cameroun est estimé à plus d'un million de personnes et représente environ 12% de la population. Les Mbororo vivent principalement le long des frontières avec le Nigéria, le Tchad et la République centrafricaine. Trois groupes de Mbororo se trouvent au Cameroun: les Wodaabe dans la région du Nord; les Jafun, qui vivent principalement dans les régions du Nord-Ouest, de l'Ouest, de l'Adamaoua et de l'Est; et les Galegi, plus connus sous le nom d'Aku, qui vivent dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua, de l'Ouest et du Nord-Ouest.

Les communautés Kirdi vivent dans les hauteurs de la chaîne de montagnes Mandara, au nord du Cameroun. Leur nombre précis n'est pas connu.

Le Cameroun a voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) en 2007 mais n'a pas ratifié la Convention 169 de l'OIT.

Changements législatifs

Aucune modification législative majeure n'a eu lieu en 2018. Toutes les lois en cours de révision, y compris les lois sur la forêt et la faune, le régime foncier et le code pastoral - auxquelles les peuples autochtones et les Organisations de la Société Civile (OSC) ont apporté d'importantes contributions - sont toujours en instance de promulgation.



Programmes et politiques

En 2018, les peuples autochtones, par le biais de leurs organisations respectives, ont participé aux activités du CISPAV (Comité de suivi des programmes et projets impliquant les populations autochtones vulnérables).¹

Les objectifs de CISPAV sont:

- l'identification et la centralisation des besoins pour l'inclusion socio-économique des peuples autochtones du Cameroun;
- l'identification et l'évaluation des ressources humaines, techniques et financières disponibles et nécessaires pour mettre en œuvre les principales activités de développement en faveur des peuples autochtones;
- la coordination et la supervision de tous les programmes au sein des différents organes administratifs sectoriels, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile en faveur des peuples autochtones;
- la formulation de propositions sur la manière d'améliorer toutes les actions pouvant mieux servir les peuples autochtones.

Le 7 août 2018, le Comité a tenu sa cinquième session sous la forme d'un atelier à Yaoundé, prélude à la célébration de la Journée internationale des peuples autochtones, afin de faire le point sur les actions entreprises par le gouvernement et ses partenaires techniques, actions en faveur des peuples autochtones.

Les leaders autochtones des communautés forestières et pastorales étaient présents. Au cours de l'atelier d'une journée, les partenaires techniques (Plan Cameroun, FEDEC, agences des Nations Unies, PNDP, WWF et l'Institut national des droits de l'homme, etc.) ont présenté leurs rapports sur leurs activités de promotion et de protection des peuples autochtones. Ces organisations ont principalement travaillé avec les communautés de chasseurs-cueilleurs des régions du Sud et de l'Est et leurs actions ont consisté principalement à fournir de l'eau, des écoles et des certificats de naissance.

Peuples autochtones, REDD+ et changement climatique

En juin 2018, le Cameroun a validé la stratégie nationale REDD +. La validation de la stratégie a été précédée d'une large consultation des parties prenantes des cinq zones agro-écologiques du pays.

Des auto-évaluations liées au paquet de préparation à la REDD + ont également été effectuées. Les peuples autochtones ont fait l'auto-évaluation en deux groupes: - les habitants des forêts ont fait de même à Mbalmayo, dans la région du Centre, - tandis que les pasteurs ont fait l'auto-évaluation à Bafoussam, dans l'ouest du Cameroun.

Les résultats des évaluations ont été satisfaisants et ont permis au Cameroun d'obtenir des fonds supplémentaires. Lors de réunions multipartites tenues au mois de novembre 2018, une subvention supplémentaire de 5 millions de dollars américains a été accordée au gouvernement du Cameroun. Il a été convenu que deux enveloppes seraient destinées à la société civile et aux peuples autochtones afin de poursuivre les efforts de renforcement des capacités permettant de renforcer leur participation au processus REDD +.

En janvier 2018, lors d'un atelier organisé par le Réseau des organisations d'Afrique africaine pour les femmes autochtones (AIWO-CAN), les organisations autochtones ont créé la Plateforme REDD + et les Peuples autochtones du Cameroun (PREPAC) par le biais de laquelle elles peuvent mieux participer au processus REDD + avec AIWO-CAN. en tant qu'organisation principale.

Célébration de la Journée internationale des peuples autochtones du monde

En 2008, le gouvernement du Cameroun a adopté un décret reconnaissant officiellement la Journée internationale des peuples autochtones de l'ONU. En août, le gouvernement et les peuples autochtones ont mené diverses activités qui ont abouti à la célébration de la journée. Comme le veut la tradition, la célébration de 2018 a été officiellement lancée le 7 août à Yaoundé. La célébration de la journée s'est déroulée à Nyabaka, une localité de la région de l'Adamaoua, habitée par des pasteurs mbororo. La ministre chargée des Affaires sociales, Mme Pauline Irene Nguene, a présidé la cérémonie.

Dialogue national sur les droits des peuples autochtones et l'accès à la citoyenneté

Les chasseurs-cueilleurs à travers leur plate-forme, GBABANDJI² et l'organisation OKANI, ont organisé un dialogue du 10 au 12 décembre 2018 à Yaoundé. Le thème principal du dialogue était «*Un dialogue national sur les droits des peuples autochtones et l'accès à la citoyenneté*». L'objectif était de rechercher des moyens de faire valoir leurs droits civils afin de pouvoir jouir de ces droits et de participer pleinement aux affaires de l'État.

Pendant de nombreuses décennies, les peuples des forêts du Cameroun se sont organisés en diverses associations et réseaux pour faire entendre leurs voix, et les organisations suivantes ont participé au dialogue: ASBAK, CADDAP, ABAWONI, ABAGUENI, ADEBAKA, ARBO, BACUDA, BUMA BO KPODE, ASKOBAK, ADEPA, ASBANGO. D'autres organisations autochtones telles que l'Association de développement social et culturel Mbororo (MBOSCUDA) et le Groupe de travail sur les populations autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et le Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en Afrique Central (REPHALEAC) étaient également présents pour partager leurs expériences. L'Union européenne, le Forest Peoples Programme et d'importants départements ministériels étaient également présents.

Parmi les nombreux problèmes rencontrés par les peuples des forêts, la question du droit à la citoyenneté est la plus grave. Il est donc urgent de trouver des solutions et des mesures pour résoudre ce problème persistant.

Les résultats d'une étude communautaire réalisée en 2018³ révèlent que la moitié des habitants des forêts ne possèdent pas de documents d'identité. Cette situation est très grave car elle limite considérablement la jouissance de leurs droits de citoyenneté, le droit de se déplacer librement, de voter, d'accéder à l'éducation et de participer aux affaires publiques de leur pays.

À la fin du dialogue, des résolutions pratiques ont été adoptées:

- Produire 6 000 certificats de naissance et cartes d'identité nationales à l'intention des communautés autochtones;
- Accompagner techniquement les peuples autochtones pour accéder aux actes de naissance et aux cartes d'identité nationales;
- faciliter l'accès des peuples autochtones aux services publics;
- Mettre en place des mesures systématiques pour l'enregistrement des naissances dans les communautés autochtones;
- Former les infirmières traditionnelles au suivi du droit à la citoyenneté dans leurs communautés;
- Signer des accords entre les organisations autochtones et les services sectoriels tels que les gouvernements locaux, les centres de santé, les services de police et les tribunaux afin de faciliter les services destinés aux peuples autochtones.

Troubles civils et leurs effets sur les pasteurs Mbororo

Une crise à caractère ségrégationniste en marge de la crise du nord-ouest et du sud-ouest, ou des crimes contre la violence aveugle, SUR fond de xénophobie, des combattants sécessionnistes, à l'insu de toutes les communications.⁴

La guerre civile dans les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, reste une source de grande préoccupation pour les pasteurs Mbororo. En 2016, les associations d'avocats et d'enseignants de ces deux régions ont entamé une grève visant à améliorer leurs droits socio-économiques et civils. Cette situation a dégénéré en guerre civile avec une demande de sécession totale de ces deux régions de la

république du Cameroun. Toutes les tentatives de négociation ont échoué et la situation s'est transformée en chaos total. Ces violences ont pris la forme d'enlèvements, de meurtres, de pillages et de l'incinération de biens publics et privés. Les enlèvements et les meurtres commis début 2018 ont principalement visé les responsables militaires et gouvernementaux des deux régions.

Vers le dernier trimestre de 2018, des civils ont été pris entre des groupes militaires et séparatistes, chacun accusant l'autre d'avoir fait un usage excessif de la force et de porter atteinte aux droits humains de la population civile. Les pasteurs mbororo ont été particulièrement visés durant cette période. Cela tient en partie au fait qu'ils vivent dans des zones dispersées et isolées en raison de leur activité économique d'élevage. Les dirigeants des groupes séparatistes vivant à l'étranger et ceux sur le terrain ont utilisé les médias sociaux pour appeler à des attaques sur les Mbororos. Ils croient également que les Mbororos sont des étrangers et qu'ils n'appartiennent pas au nouvel État qu'ils souhaitent créer.

Ce sentiment a donné lieu à des attaques généralisées contre les pasteurs Mbororo sous la forme de prises d'otages, de demandes de rançons, de massacres, de mutilations de bétail, de pillages et d'incendies de leurs maisons et de leurs biens. Cela a provoqué le déplacement d'environ 2500 personnes Mbororo des deux régions vers d'autres régions du pays et vers le Nigéria au cours du dernier trimestre de l'année. Plus de 1000 de leurs bovins ont été volés et mutilés. Au cours du dernier trimestre de 2018, 48 éleveurs mbororo ont été assassinés par les groupes séparatistes de la région du Nord-Ouest.⁵

Les enfants mbororo dont le nombre d'inscriptions à l'école avait augmenté ces dernières décennies, ont considérablement diminué dans la région du Nord-Ouest, contrecarrant ainsi tous les efforts du MBOSCUA pour promouvoir l'éducation au cours des deux dernières décennies.

Soutien aux pasteurs déplacés

Le MBOSCUA et d'autres ONG ont apporté une aide humanitaire aux éleveurs mbororo fuyant les attaques et les meurtres commis dans les deux régions anglophones du pays. En 2018, le conflit a dégénéré en une violence sans précédent et les pasteurs qui ont survécu se sont réfugiés dans les centres-villes et les régions voisines et au Nigéria (État de Taraba) pour chercher refuge. Une assistance sous forme de nourriture, de premiers secours et de sacs de couchage a été distribuée à Douala, dans la ville de Baffoussan, dans la Division de Noun, dans l'Adamaoua et dans la région du Nord-Ouest. Plus d'aide est collectée et sera acheminée vers ces localités. Les pasteurs nigériens ont rendu l'hospitalité qui leur avait été offerte en 2017 en offrant à leurs frères un refuge, de la nourriture et des vêtements.

L'insécurité dans la région de l'Adamaoua

Une autre région touchée par l'insécurité est la région de l'Adamaoua, en proie à ce que l'on peut appeler une guerre silencieuse. Prendre en otage des rançons lourdes est plus désastreux qu'une guerre normale.⁶ Ce phénomène dure depuis de nombreuses années et a touché la population de la région de manière dramatique.

Les pasteurs Mbororo ont été particulièrement touchés car leur bétail constitue une richesse attrayante pour les ravisseurs:

- 311 pasteurs Mbororo (femmes, enfants et hommes) ont été pris en otages dans la Région de 2015 à 2018,
- 29 personnes ont été libérées par les forces de l'ordre
- 212 personnes ont été libérées pour avoir vendu leur bétail et payé la rançon,
- 70 personnes ont été tuées soit parce qu'elles ne pouvaient pas payer, soit parce que leur intervention était inefficace et souvent tardive,
- plus de 5 000 têtes de bétail ont été volées et environ 2 157 400 000 francs CFA (environ 3,8 millions USD) ont été versés en rançon par les Mbororos au cours de cette période.

Nombreux sont ceux qui se demandent si ces sommes colossales d'argent volé ne sont qu'un vol à main armée ou plutôt un phénomène observé à des niveaux plus élevés de la société. Ce qui est flagrant, ce sont les conséquences socio-économiques. La pauvreté s'est installée et la délinquance juvénile est en augmentation, avec le risque de prolonger le cycle du conflit.

Notes et références

¹ Created by Ministerial Order n° 022/A/MINAS/SG/DSN of 6 August 2013 by the Ministry of Social Affairs

² The objective of the GBABANDJI network is to carry out actions to lobby the Government of Cameroon for a better implementation of the United Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (UNDRIP) and for a better integration of the rights of indigenous peoples in the actions to implement the Sustainable Development Goals.

³ Citoyenneté: La situation des peuples autochtones de la forêt au Cameroun (sources: platform Gbabandi 2018).

⁴ A release from the service of Communication of the Ministry of Defense.

⁵ Statistics from Mboscuda north west Regional office.

⁶ Statistics from Mboscuda Adamawa Regional office.

Hawe Bouba est expert des droits de l'homme et du droit humanitaire. Elle est vice-présidente nationale de MBOSCUDA, membre du groupe de travail sur les populations / communautés autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, membre de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés du Cameroun et présidente de l'Organisation des femmes autochtones africaines d'Afrique centrale. Réseau (AIWO-CAN).

Source: IWGIA The Indigenous World 2019